

Une vraie vocation

Sabina Alkire œuvre avec passion à mesurer la pauvreté pour l'éradiquer

Alan Wheatley

LY A beaucoup d'économistes du développement, mais Sabina Alkire est une des rares à avoir aussi été ordonnée prêtre. Elle dirige l'Initiative contre la pauvreté et pour le développement (Oxford Poverty and Human Development Initiative — OPHI), sans faire étalage de ses convictions religieuses. Dans le petit bureau fonctionnel qu'elle occupe dans le bâtiment austère des sciences végétales de l'Université d'Oxford, le seul insigne de spiritualité est un mandala au nœud sans fin, l'un des symboles les plus puissants du bouddhisme tibétain.

«J'ai de bons amis qui pensent que je suis toquée d'avoir la foi», dit-elle avec un petit rire communicatif, presque enfantin. «Je ne vois pas de différence entre moi et un athée ou mes amis humanistes; à chacun sa passion.»

Mais lorsqu'elle parle de l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) auquel son nom est attaché, il est évident que ce n'est pas une passion purement académique qui l'incite à étudier et mesurer plus exactement la pauvreté pour mieux l'éradiquer. «Pour nous qui œuvrons au service du développement, il y a une sorte de dévouement profond à l'humanité et à la justice, même si la foi est différente et même si la doctrine n'est pas la même», explique-t-elle.

Un tableau plus détaillé

L'indice de l'OPHI vise à compléter l'indicateur traditionnel du seuil de pauvreté monétaire (revenu de 1,25 dollar par jour) en décrivant plus en détail ce que signifie exactement la pauvreté sous différents aspects du quotidien. «Il faut les deux éléments pour appréhender correctement la pauvreté», précise Mme. Alkire, qui a la double nationalité, américaine et britannique.

L'IPM, établi à l'aide d'enquêtes auprès des ménages, comporte 10 indicateurs pondérés dans

trois domaines : *la santé* (mesurée par la nutrition et la mortalité infantile); *l'éducation* (durée de la scolarité et présence scolaire) et *le niveau de vie* (accès à l'électricité, à l'assainissement, à l'eau potable, type de sol, combustible pour la cuisine et possession de biens élémentaires). Quiconque manque d'un tiers ou plus des indicateurs vit dans une «pauvreté multidimensionnelle». L'indice mondial de juin 2015 se rapportait à 101 pays totalisant 5,2 milliards d'habitants, soit environ les trois quarts de la population mondiale, dont 30 % en moyenne répondent aux critères de la pauvreté multidimensionnelle. L'équipe de Mme. Alkire — et elle insiste sur l'importance de ce travail d'équipe — a décomposé les résultats en 884 régions infranationales, ce qui met en évidence des informations que les moyennes nationales occultent.

L'IMP a cela d'intéressant que les décideurs peuvent adapter sa méthodologie aux particularités locales, par exemple en ajustant les pondérations et les seuils. De fait, elle précise que son équipe passe aujourd'hui le beau de son temps non pas sur l'indice mondial, mais sur les IMP nationaux. Comme ceux-ci peuvent être décomposés par indicateur, les responsables politiques peuvent non seulement voir avec précision le taux de pauvreté, mais aussi quelles catégories de population, par exemple par région ou groupe ethnique, vivent dans le dénuement. Autrement dit, l'indice révèle à la fois l'*incidence* et l'*intensité* de la pauvreté au niveau des ménages selon différentes dimensions, et aide ainsi les gouvernements à cibler leur action.

«Ces deux éléments permettent aux analystes en particulier de se faire une idée plus précise de la pauvreté d'un pays en comparant différentes périodes, et de mieux en comprendre la dynamique, entre autres», explique Milorad Kovacevic, statisticien en chef du Bureau du rapport mondial sur le développement humain du Programme de développement des Nations Unies (PNUD) à New York. Pour son rapport de 2010 sur le développement humain, le PNUD a substitué à son indice de la pauvreté humaine un IPM établi à l'OPHI par Sabina Alkire et Maria Emma Santos, qui est aujourd'hui professeur adjoint en économie à l'Universidad Nacional del Sur à Bahía Blanca, en Argentine.

En 2014, le PNUD a décidé d'établir son propre IPM indépendamment de l'OPHI, en raison de différences de méthodologie. Mais les deux institutions ont fini par s'entendre pour produire de nouveau un IPM unique en 2016. «Ce sont des collègues formidables et nous serons ravis de travailler à nouveau ensemble», déclare Sabina Alkire.

Le Bhoutan, le Chili, la Colombie, le Mexique et les Philippines ont déjà adopté leurs IPM nationaux pour faciliter l'allocation des ressources et vérifier si la politique gouvernementale est mise en œuvre convenablement. Plusieurs autres pays, dont la Tunisie, s'apprentent à leur emboîter le pas.

En Colombie, l'IPM sert à orienter le plan national de développement 2014–18, d'après le Président Juan Manuel Santos. «La lutte contre la pauvreté multidimensionnelle est plus difficile, mais bien plus efficace» a-t-il déclaré à la troisième conférence annuelle du Réseau de pairs sur la pauvreté multidimensionnelle qui s'est tenue à Carthagène en juin. Ce réseau, fruit d'une initiative Sud-Sud, rassemble des représentants de 40 pays.

Pour Mme. Alkire, l'indice «ne doit pas être là simplement pour faire bien». Elle souhaite qu'il devienne un élément d'une révolution statistique pour guider la lutte contre la pauvreté. «Ce que j'apprécie au plus haut point, c'est que nous travaillons avec

des gens passionnés et dévoués qui relèvent les chiffres et les utilisent pour guider l'action publique. Nous sommes actuellement dans une phase très dynamique et créative», ajoute-t-elle.

Si l'indice de pauvreté multidimensionnelle fait penser aux travaux d'Amartya Sen, ce n'est pas pour rien. Dans son ouvrage de 2000 *Development as Freedom*, il écrivait que la pauvreté doit être conçue comme «la privation de capacités, et non simplement comme un manque de revenus». Mme. Alkire considère l'économiste indien comme son mentor. Il avait en fait accepté d'être l'examineur de sa thèse, mais a dû se récuser, car il avait un emploi du temps très chargé après avoir reçu le Prix Nobel d'économie en 1998.

La bibliothèque de Mme. Alkire regorge d'ouvrages de son mentor. Le programme d'une conférence qu'il a donnée à Oxford en 2013 est juché au-dessus d'un meuble-classeur et sur la porte de son bureau figure une citation de la conférence de Sen sur la «Possibilité du choix social» qui résume la mission de l'OPHI : «Comment peut-on arriver à des jugements globaux cohérents sur la pauvreté compte tenu de la diversité des préférences, des préoccupations et des situations individuelles au sein de la société?»

Sen fait office de conseiller pour l'OPHI et Mme. Alkire s'entretient très souvent avec lui. «Mais l'IPM, c'est notre affaire et il ne s'en mêle pas, explique-t-elle, il lui arrive de le critiquer, d'avoir un avis différent. Il laisse une grande liberté à ceux qui essaient de développer ses idées. Il ne cherche absolument pas à tout régenter.»

Chemins détournés

Sabina Alkire est passée par des chemins assez détournés pour en arriver à mesurer la pauvreté. Elle naît en 1969 en Allemagne, dans la ville universitaire de Göttingen, qu'elle quitte encore bébé lorsque son père accepte un poste d'enseignant de l'ingénierie à l'Université de l'Illinois à Urbana-Champaign. En 1989 elle décroche un diplôme de ce même établissement en sociologie et se prépare aux études de médecine. Elle est d'ailleurs acceptée à la faculté de médecine de Johns Hopkins. Cependant, durant son «année sabbatique», elle décide de décliner l'offre pour éviter de s'endetter.

Cette année-là, elle passe trois mois comme bénévole d'une ONG qui mène une campagne de vaccination systématique de réfugiés afghans à l'extérieur de Peshawar au Pakistan. «Je vivais avec une famille. Leur fils étudiait à mon université et ses sœurs étaient de mon âge, alors je me suis plongée dans la culture et la langue et j'adorais l'Islam» se souvient-elle. En Inde, elle passe plusieurs semaines à la maison des mourants de Mère Teresa à Kolkata, se rend dans des implantations tibétaines dans l'Himachal Pradesh, puis travaille au Sri Lanka dans des camps de réfugiés au sud du pays. «C'était une «année sabbatique» normale d'étudiante, durant laquelle il s'agissait juste d'accumuler autant d'expériences que possible.» Puis elle décide d'étudier la théologie. «Je ne savais pas ce que c'était, alors c'était un drôle de choix, dit-elle avec une simplicité désarmante, j'avais et j'ai toujours une foi profonde — c'est une part importante de ma vie. Je voulais approfondir ma connaissance de Dieu, et je me suis aperçue que ce n'est pas ça, la théologie. Cela semble être l'étude de textes qui parlent de Dieu.»

Elle décroche un diplôme de théologie à Magdalen College, à Oxford en 1992, mais de justesse, dit-elle : «À vrai dire, j'ai failli échouer sur la doctrine — je n'ai jamais saisi très clairement la différence entre le mal et la souffrance». Mais elle obtient une excellente note pour sa dissertation sur l'Islam. «C'est sans doute

parce que j'ai adoré ce cours et aussi parce que j'avais étudié l'arabe coranique, si bien que je pouvais citer dans la langue.» Elle poursuit par une maîtrise en éthique politique chrétienne, cherchant comment œuvrer utilement pour le développement tout en respectant les valeurs culturelles et spirituelles d'autrui. Ce n'était pas, pour dire les choses diplomatiquement, «le mariage idéal» pour la faculté de théologie d'Oxford. Son mémoire de maîtrise, présenté en 1994 et intitulé «Le concept de la réduction de la pauvreté à la Banque mondiale depuis 1990 : analyse théologique» était trop moderne pour la faculté, qui ne lui a pas permis de s'inscrire en doctorat. Alors elle change à nouveau de cursus, passant cette fois à l'économie, sur la recommandation de Rosemary Thorp, alors chargée de cours sur l'économie latino-américaine, que Sabina Alkire décrit comme une «femme extraordinaire». Mme. Alkire explique qu'il s'agissait d'une progression naturelle, car elle suivait en auditrice libre des cours allant de l'économétrie à la théorie du développement, qu'elle trouvait «très intéressants et faciles», et se plongeait déjà dans les ouvrages de Sen. Elle présente son mémoire de maîtrise en 1995, puis sa thèse de doctorat en 1999, les deux sur le thème des capacités, selon l'approche conceptuelle du développement d'Amartya Sen.

Après son passage à la Banque mondiale, de 1999 à 2001, elle poursuivit une formation en vue de son ordination, et c'est ainsi qu'elle rencontra Edmund Newell, alors aumônier de l'évêque d'Oxford. Alors qu'elle avait glissé de la théologie à l'économie, Newell avait étudié l'économie et l'histoire économique à Oxford avant de devenir prêtre de l'Église d'Angleterre. Ils écrivirent ensemble un livre, *What Can One Person Do? Faith to Heal a Broken World*, passant en revue les objectifs du Millénaire pour le développement au prisme de la théologie et du sens pratique.

«Elle a la même attitude pour l'économie que pour sa foi chrétienne. Un dévouement total — aux gens qui sont là derrière. C'est un trait de sa personnalité que j'ai ressenti très fortement en travaillant avec elle», dit Newell, qui dirige actuellement une œuvre de bienfaisance vouée à l'éducation et un centre d'études près de Londres.

«Il ne s'agissait pas de théorie économique abstraite. Il s'agissait des moyens pratiques d'aider les pauvres du monde entier. Cela transparait dans la façon dont nous avons travaillé et dans tout ce qu'elle fait», ajoute-t-il.

Cela faisait quelque temps que Mme. Alkire cherchait à appliquer le concept de capacités défini par Sen pour mesurer la pauvreté multidimensionnelle et le moment décisif est finalement arrivé en 2006, lorsqu'elle a entamé une collaboration avec James Foster, maintenant professeur à la George Washington University à Washington, qui est une figure dominante des méthodes de mesure. Alors qu'il était étudiant de troisième cycle à Cornell University, Foster avait élaboré en 1984 avec Joel Greer et Erik Thorbecke (également étudiants à Cornell) la série d'indices de pauvreté qui porte leurs initiales, FGT, qui est encore largement utilisée pour mesurer des variables uniques telles que le revenu, la consommation ou l'apport calorique. Foster avait à l'origine «des tas de doutes sur tout ce qui était multidimensionnel», d'après Mme. Alkire, qui était à l'époque en train de mettre sur pied l'OPHI. «Mais nous avons



Portrait de Sabina Alkire par feu Carl Lazzari, 2006; détail de «La résurrection de Lazare».

passé une semaine à en parler en tête-à-tête, se souvient-elle, et puis, le dé clic s'est fait, je suppose, et il s'est aperçu que c'était possible sur le plan des méthodologies reposant sur ses travaux.»

La méthodologie Alkire-Foster sur laquelle est basé l'IPM est née de ce «remue-ménages» effréné. Mme. Alkire dit avoir appris énormément de Foster. «Il est plus orienté sur les travaux théoriques. Quand il faut fournir une démonstration, il en est capable. Pour moi, c'est comme une langue que je comprends, mais que je ne sais pas parler.» Et de s'esclaffer : «J'essaie et j'essaie de me perfectionner, mais il est bien plus fort que moi à ce jeu.»

Un critique acerbe

Mme. Alkire dit que l'apprentissage de la méditation a désamorcé ce qu'elle appelle les «crises d'humeur» de son enfance. Mais son équanimité a dû être mise à rude épreuve en 2010 lorsqu'elle a appris au Bhoutan — pendant une retraite de méditation qui plus est — que Martin Ravallion, alors un éminent chercheur de la Banque mondiale, s'était déchaîné contre le nouvel engouement pour les indices de pauvreté multidimensionnelle. «On m'a appelé et j'ai dû faire cinq kilomètres à pied pour retourner à l'hôtel et aller sur Internet pour réagir à ces critiques», se remémore-t-elle.

Attaquant le nouvel IPM du PNUD, Ravallion considérait qu'il était simplement impossible d'imaginer qu'un seul indice puisse rendre compte de toutes les dimensions de la pauvreté, proclamant : «Nous sommes tous d'accord que la réduction de la mortalité infantile est un objectif extrêmement important, mais comment peut-on prétendre ... qu'éviter la mort d'un enfant, cela revient au même que remédier à l'ensemble des privations qui consistent à avoir un sol en terre battue, à cuisiner au feu de bois et à ne pas avoir de radio, de télévision, de téléphone, de bicyclette ou de voiture?»

Cinq ans plus tard, Ravallion, qui a maintenant une chaire d'économie à l'université de Georgetown à Washington, est toujours un critique acerbe. Pour lui, réduire à un seul indice les divers aspects de la pauvreté, c'est comme combiner en un seul instrument l'ensemble des cadrans et jauges d'une voiture. «Les dimensions du développement humain sont si importantes pour évaluer le progrès social, que je ne veux pas les fondre dans un indice composite de biens matériels, explique-t-il, je veux pouvoir les étudier séparément. Je veux voir où un pays va bien ou mal.» D'après lui, la fusion de différents indicateurs en un seul IPM peut être véritablement nocive si les décideurs ne comprennent pas les compromis par lesquels on arrive à cet indice. «Je conseillerais d'en user avec une extrême prudence : les gouvernements s'intéressent à ces indices. Ils ne savent pas avec quels ingrédients ils ont été concoctés. Je ne pense pas que c'est une bonne manière de prendre des décisions.»

Les analystes stratégiques, c'est peu de le dire, ont beaucoup plus d'appétit que les économistes pour les indices multidimensionnels tels que l'IPM de l'OPHI. Outre la subjectivité qu'impliquent le choix et la pondération des éléments qui le composent, l'indice est critiqué parce qu'il repose sur des enquêtes et des indicateurs internationaux qui ne sont pas forcément applicables à tous les pays. Est-il correct, par exemple, de mesurer la pauvreté en

Afrique de la même manière que dans les pays de l'ex-URSS? Les statisticiens s'offusquent du fait que l'IPM de référence utilise des nombres ordinaux et non cardinaux. «L'objectif de tous ces indices composites, c'est la communication. Personne ne prétend qu'ils sont ultra-précis» rappelle Kovacevic, au PNUD. «Mais si on est curieux et on veut savoir si la situation a évolué dans tel sens dans un pays et tel autre dans un autre, on peut consulter l'indice et en décortiquer les éléments.»

Charles Kenny, du Center for Global Development, un centre de réflexion de Washington, s'accorde avec Mme. Alkire pour penser qu'il est trompeur de ne voir la lutte contre la pauvreté que par le bout de la loupe du revenu. Des pays comme Haïti et la République démocratique du Congo ont enregistré des progrès modestes sur le plan de la mortalité infantile et de l'éducation, bien que les revenus aient stagné, explique Kenny, auteur de *Getting Better: Why Global Development Is Succeeding—and How We Can Improve the World Even More*. Mais il a lui aussi ses doutes : l'IPM peut simplement substituer un chiffre politiquement commode — 1,25 dollar de revenu journalier — à un autre. «Ce qui m'étonne, c'est qu'après tout le battage autour de la pauvreté multidimensionnelle, l'IPM se ramène à un seul nombre.»

Par ailleurs, la valeur d'un indice dépend de la qualité des données sur lesquels il se base, et dans les pays émergents, cette qualité laisse souvent à désirer. «Le problème de la connaissance du développement est double : nous en savons moins au sujet des pays les plus pauvres et moins au sujet des citoyens les plus pauvres des pays pauvres», dit Morten Jerven, auteur de *Africa: Why Economists Get It Wrong*. Par exemple, les enquêtes de terrain visant à vérifier si les ménages ont vraiment accès à l'électricité — un des indicateurs de l'IPM — ne sont tout simplement pas assez fréquentes. «L'IPM donne un certain degré de désagrégation, et fait un peu mieux que d'autres indices», précise Jerven, qui est professeur associé à la Simon Fraser University à Burnaby (Colombie britannique). «Mais si les données de base ne sont pas souvent actualisées ou ne proviennent pas d'observations réelles, ces tendances peuvent être sans valeur.»

La quête de meilleurs indicateurs de la pauvreté va de pair avec les doutes croissants quant à la capacité des statistiques conventionnelles, surtout le PIB, à mesurer la croissance de l'économie numérique, sans parler du bien-être économique et social et de la durabilité de l'environnement.

«Pour mesurer précisément nos progrès dans la voie de modes de vie plus durables, nous ressentons le besoin d'autres indicateurs que le PIB», a déclaré Gudrun Kopp, secrétaire d'État pour la coopération économique et le développement de l'Allemagne, en expliquant pourquoi Berlin a commencé à appuyer les travaux de l'OPHI sur la pauvreté multidimensionnelle.

Diane Coyle, auteur de *GDP: A Brief but Affectionate History*, préconise le suivi d'un tableau de bord d'indicateurs qui contribuent au bien-être social, tel que l'indice «Vivre mieux» de l'Organisation de coopération et de développement économiques. «L'argument inverse est qu'il faut un nombre unique, parce que c'est ce qui parle aux électeurs et aux politiciens», ajoute Coyle. «Mais, même si cette idée est attrayante, elle fait fi des compromis qu'exige la conduite de la politique économique.» Alkire reconnaît l'utilité d'une démarche axée sur un tableau de bord, mais estime qu'elle devrait inclure l'IPM. «Notre désaccord concerne l'idée qu'il faudrait examiner les

privations une à une sans jamais s'intéresser aux populations qui perdent simultanément sur de nombreux tableaux», précise-t-elle.

En fait, l'OPHI a la particularité méritoire de publier sur son site des hyperliens renvoyant aux articles ou blogs qui critiquent l'IPM. «Nous ne sommes pas sortis d'affaire, parce que nos travaux suscitent encore beaucoup de réticences», dit Mme. Alkire. Au sein même de l'équipe de l'OPHI, «on se chamaille avec ardeur et bonne humeur» sur les façons d'améliorer l'indice. «Rien n'est tabou, et j'ai moi-même des tas de critiques à propos de l'indice et de la méthodologie» ajoute-t-elle. Les données ne sont pas toutes comparables ou à jour et il y a des lacunes dans les enquêtes régionales infranationales. Mais l'indice est plutôt bon et s'améliore rapidement à mesure que la qualité des enquêtes augmente. «Il y a toute une série de critiques que je comprends et respecte. Mais sur le plan pratique, je suis en désaccord avec elles», dit-elle fermement.

Programme chargé

À quoi Mme. Alkire songe-t-elle maintenant? Elle entend continuer à améliorer l'IPM et à en étendre la portée pour mesurer l'emploi, l'émancipation («ma passion») et la violence. Elle aimerait produire un indice qui montre mieux comment les femmes vivent et sont traitées, mais cela nécessiterait un large appui politique. «On ne peut pas être trop en avance sur le point où se situent les pays. C'est une décision qu'il appartient à la communauté internationale de prendre. Si on veut un indice distinct pour les hommes et les femmes, nous savons comment procéder, mais nous n'avons pas les données nécessaires.»

C'est une erreur de s'imaginer qu'il faut beaucoup plus de données pour mesurer la pauvreté multidimensionnelle que pour la jauger à l'aune du revenu ou de la consommation. Par exemple, l'IMP ne retient que 39 des 625 questions de l'enquête sur la démographie et la santé de l'Agence internationale de développement des États-Unis, qui est une des sources principales de l'OPHI (l'enquête en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF étant l'autre). Il suffit de modifier légèrement les questions. «Quelques secondes, et vous obtenez de bien meilleures informations», dit-elle.

En septembre 2016, Sabina Alkire commencera à diriger ses troupes depuis les États-Unis, où elle a accepté une chaire de professeur à plein temps à George Washington University, où elle retrouvera James Foster. «GW a eu la bonté de me proposer une transition en douceur et avisée», dit-elle. Mais les travaux méthodologiques sur la pauvreté se poursuivront à Oxford sous une forme ou sous une autre. «Je n'ai pas la moindre idée de la manière dont ça se fera, mais je veux continuer à travailler dans cette voie.»

En attendant, elle a fort à faire. L'église lui laisse peu de loisir pour ses passe-temps préférés — cuisine, gymnastique et méditation. Outre ses fonctions en tant qu'aumônière honoraire de Magdalen College, elle s'est beaucoup occupée de sa paroisse de Cowley St John dans la partie Est d'Oxford, qui est restée bien trop longtemps sans curé. «Cela fait un an, mais ma vie a certainement changé. Il faut que je sois là tous les dimanches, c'est bizarre», s'esclaffe-t-elle. L'œuvre du Seigneur n'est, semble-t-il, jamais achevée. ■

Alan Wheatley, écrivain spécialiste de l'économie et précédemment Rédacteur en chef chez Reuters, est Directeur de la publication et coauteur de The Power of Currencies.